IDÉES

L'école carnaval

BENJAMIN BÉLAIR
Professeur de philosophie au collège Montmorency

L'école est en crise. On apprenait il y a quelques semaines que les Québécois fréquentaient moins l'université que les Ontariens. Cette inquiétante statistique s'ajoute à une longue série de nouvelles indiquant chaque fois la faillite de nos établissements scolaires. Qu'il suffise d'évoquer le décrochage scolaire, le manque de maîtrise du français de la part des étudiants, la faiblesse de la formation des professeurs, la difficulté de financer adéquatement le système d'éducation, l'incapacité de l'école à intégrer l'immigration, l'abandon de la profession par les jeunes professeurs, la perte de repères historiques chez les jeunes. Bref, l'école qui devait être la solution aux maux de notre société en est aujourd'hui un des principaux problèmes.

Ce n'est pas seulement la transmission des savoirs qui est aujourd'hui en danger, mais aussi la capacité de l'école à produire des liens sociaux. En effet, l'école a toujours joué un rôle essentiel dans l'émergence d'un sentiment de réciprocité de l'élève envers les membres de sa communauté. La capacité de cette dernière à transmettre une identité collective est la condition fondamentale de la coopération sociale et de la solidarité.

L'image de l'école

Malheureusement, on se doit de constater aujourd'hui que le sentiment d'appartenance des étudiants à leur communauté est de plus en plus ténu. Le droit d'étudier n'est contrebalancé par aucun devoir envers la société. L'école est donc de moins en moins capable de jouer son rôle de transmetteur des valeurs communes de la société. Il apparaît urgent de s'interroger sur les raisons qui font que l'école accomplit de plus en plus difficilement sa mission.

> **Un étranger qui pénétrerait dans l'un de nos établissements d'enseignement s'étonnerait que ce soit un lieu d'apprentissage**

Le problème n'est pas seulement ce qui est enseigné à l'école, mais l'image que l'école donne d'elle-même. En effet, on s'attendrait à ce que l'école valorise à l'intérieur de ses murs toutes les activités pouvant favoriser chez les étudiants le goût des études et le désir de développer ses connaissances. On serait en droit d'y retrouver une atmosphère sereine et studieuse. L'école devrait partout annoncer les valeurs cardinales à la réussite scolaire et au développement d'une identité collective: le respect, l'effort, le travail, la discipline, la solidarité. Bref, l'école devrait parler de l'école.

Pourtant, un étranger qui pénétrerait dans l'un de nos établissements d'enseignement s'étonnerait que ce soit un lieu d'apprentissage. Il verrait dans le hall d'entrée et dans les espaces communautaires une activité qui ressemble plus à celle d'un centre commercial qu'à celle d'un établissement pédagogique. On y diffuse des films hollywoodiens, on y joue de la musique à tue-tête, on s'amuse au baby-foot, on y flirte, on s'y dispute, on y vend diverses marchandises, on y fait de la sollicitation pour des cartes de crédit, on y organise même des ateliers de tatouages temporaires. L'école n'est plus un lieu d'apprentissage, mais un centre de divertissement. On ne devrait pas s'en étonner, le ministère de l'Éducation est aussi celui du Loisir et du Sport.

ILLUSTRATION CHRISTIAN TIFFET LE DEVOIR

Il est temps aujourd'hui de refaire sereinement le débat sur le rôle de l'école dans notre société. Il faut replacer la mission de l'école au cœur des activités de l'école.

L'école ne rassemble plus

Il est vrai que l'école est aussi un lieu de découverte et d'apprentissage du plaisir, mais ce n'est pas parce qu'elle est le lieu des premiers émois qu'elle doit en être aussi la pourvoyeuse. La responsabilité de l'école est de valoriser les valeurs contribuant à la réussite scolaire et à l'émergence d'un sentiment d'appartenance envers la communauté. Pourtant, les activités sociales qui s'y pratiquent sont souvent incompatibles avec cette mission. L'école est aujourd'hui au mieux un outil au service du développement personnel de l'étudiant, au pire un lieu où il vient s'amuser. Cette institution, qui devait être le fondement de la cohésion sociale, est aujourd'hui le lieu d'émergence du plus vulgaire des individualismes. Ainsi, l'école ne rassemble plus, elle divise.

La pensée libérale a rendu possible l'émancipation de l'individu des systèmes sociaux autoritaires. Aujourd'hui, tous les étudiants ont la liberté de formuler leur projet de vie et ont le privilège de se voir donner les outils pour le réaliser. Il ne serait être question de revenir sur cet acquis, mais il y a un point où il faut reconnaître que la poursuite effrénée et débridée des aspirations individuelles empêche la société de fonctionner. Lorsque la liberté individuelle n'est plus au service du progrès social et rend impossible le minimum de cohésion et de solidarité pour que tout un chacun puisse s'épanouir, il y a lieu de s'interroger sur la qualité de nos institutions.

Il est temps aujourd'hui de refaire sereinement le débat sur le rôle de l'école dans notre société. Il faut replacer la mission de l'école au cœur des activités de l'école. Pour y arriver, il va falloir que nos leaders s'investissent dans la recherche de solutions aux problèmes de l'école et qu'ils ne laissent plus les questions pédagogiques se régler uniquement dans les officines des experts en pédagogie. C'est la moindre des choses que nos représentants politiques se prononcent publiquement sur une institution aussi centrale au destin de notre société. Cet engagement est essentiel si on veut que le jeune étudiant insouciant d'aujourd'hui devienne demain un adulte solidaire de ses concitoyens.

Réplique au texte de Gérard Boismenu

Pour une vision claire et cohérente de l'enseignement supérieur

GAÊTAN BOUCHER
Président-directeur général de la Fédération des cégeps

Je souhaite réagir au texte signé Gérard Boismenu et publié dans la page Idées du *Devoir* du 10 février 2010. À mon avis, M. Boismenu a raison lorsqu'il soutient que l'université ne peut être réduite à une seule et unique dimension et que ses finalités doivent être examinées dans une perspective plus globale. Ce qui est vrai pour l'université l'est d'ailleurs tout autant pour le collège. En effet, comme l'institution universitaire, le collège doit pouvoir se définir en lien avec les impératifs de développement de la société dans laquelle il s'intègre et en lien avec les enjeux auxquels cette société fait face.

En ce sens, la question posée par Boismenu, *«qu'attendons-nous de notre système universitaire au Québec?»*, doit également pouvoir s'appliquer aux cégeps et ainsi porter sur tout le système d'enseignement supérieur québécois. C'est aussi cela, adopter une perspective globale. Une vision stratégique d'ensemble et une cohérence sans faille de l'action des uns et des autres sont, en ces matières, fondamentales.

Sur la ligne de front

Première marche de l'enseignement supérieur, les cégeps forment la grande majorité des étudiants qui s'inscrivent au baccalauréat. Ces jeunes proviennent non seulement du secteur préuniversitaire, mais aussi du secteur technique où, bon an mal an, de 20 à 25 % des diplômés poursuivent leurs études à l'université.

En outre, les cégeps sont sur la ligne de front quant au défi démographique et aux pénuries de main-d'œuvre qualifiée dans des secteurs névralgiques de l'économie. Selon les prévisions d'Emploi-Québec, 67 % des 271 000 nouveaux emplois qui seront créés d'ici 2018 nécessiteront une formation postsecondaire. C'est plus de deux emplois sur trois! Cela suppose des développements importants, notamment au secteur technique collégial, et ce, tant à l'enseignement régulier qu'à l'enseignement aux adultes, où le Québec tire encore de l'arrière. Seuls 23 000 adultes, faut-il le rappeler, ont accès au cégep présentement, alors qu'ils sont 290 000 à fréquenter les collèges ontariens. C'est dire le chemin qu'il nous faut parcourir collectivement…

D'autres défis encore attendent le Québec et son réseau d'enseignement supérieur. Que l'on pense simplement à l'effort de recherche, de transfert et d'innovation, qui doit être augmenté, et à l'ouverture sur le monde, qui signifie en particulier favoriser la mobilité étudiante et enseignante, et soutenir l'accueil d'étudiants internationaux en sol québécois.

Une idée séduisante

Devant l'ampleur des défis qui s'annoncent, M. Boismenu propose l'idée séduisante d'élaborer une «politique publique» des universités au Québec — politique qui doit comprendre les collèges. En effet, si le gouvernement prenait la décision de conduire une réflexion prospective et stratégique de cette nature, j'estime primordial qu'elle englobe l'ensemble du réseau d'enseignement supérieur.

Au moment même où émerge un consensus fort sur le rôle primordial de l'éducation pour un Québec compétitif et prospère, au moment même où l'environnement dans lequel évoluent les collèges et les universités se complexifie, un tel échange d'idées sur les finalités de l'enseignement supérieur n'aurait-il pas sa raison d'être? Quels sont les objectifs auxquels les établissements doivent répondre en priorité? Comment les collèges et les universités peuvent-ils contribuer plus et mieux au développement socioéconomique du Québec? Et quelles sont les conditions de réalisation qu'il faut mettre en place?

Ce type de questions, d'autres sociétés et d'autres organisations y ont réfléchi ces dernières années: par exemple, le Nouveau-Brunswick, l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique, ainsi que l'OCDE en collaboration avec 24 de ses pays membres. Dans tous les cas de figure, ce qui apparaît certain à l'issue de ces démarches de planification stratégique, c'est que la vision de l'enseignement supérieur doit être claire, cohérente et partagée par les établissements d'enseignement. Pour la décennie qui s'ouvre et les suivantes, le Québec a tout intérêt à miser sur son réseau de cégeps et d'universités et à privilégier à leur endroit une approche limpide et intégrée.

La perte de notre Vadeboncœur

PIERRE MAROIS
Ex-ministre sous René Lévesque et ancien président de la Commission des droits de la personne

Comme tant de Québécois, j'ai rencontré «Monsieur Pierre» à l'été 1961. Pas sa personne physique. Mais tel qu'en lui-même dans *La Ligne du risque*, son premier essai. Je revenais d'un voyage en moi-même et j'étais mêlé; une toute petite annonce parue dans *La Patrie* m'a donc ainsi permis de le «rencontrer».

J'en resterai imprégné. Ce Pierre Vadeboncœur, ce qu'il m'a marqué! Ce n'est qu'en 1967 que je le verrai à la CSN pour la première fois, en chair et en os à titre de tout jeune «représentant syndical»; je n'aurai l'occasion de lui causer qu'à quelques très rares occasions. J'étais trop gêné; je craignais de dire des sottises. L'homme «du risque» m'impressionnait tellement.

Il écrira sur moi quelques mots, pas plus, dans la revue *Maintenant*. Quelques mots écrits «au rasoir» et blessants. Les communications entre humains sont souvent rendues difficiles par la «bêtise» d'intermédiaires. Mais je conservais mon exemplaire de *La Ligne du risque*, que je relisais et relis encore; car il me disait ce qu'en moi-même je croyais.

Ce n'est qu'en 1976 ou 1977, alors que je me battais pour faire adopter la Loi sur la santé et la sécurité du travail malgré les dures attaques du Dr Augustin Roy, des porte-parole de multinationales, de tous les défenseurs des *statu quo* et même de la CSN (oui, oui!) qu'un soir nous avons lui et moi, à sa demande, soupé ensemble. J'éprouvai, ce soir-là, la même profonde impression. La grandeur et la profonde intégrité de «Monsieur Pierre».

Il m'a confié «son appui» au projet de loi et ce qu'en conséquence il entendait dire et faire à cet égard à la CSN. Il m'a parlé des politiques et de la «politique». Puis, vint un moment (vous voyez bien, je ne l'ai jamais oublié), où, presque les larmes aux yeux, il s'est mis à s'excuser de ses durs mots à mon égard; et moi aussi, les larmes me montaient aux yeux.

Je rencontrais, tel qu'en lui-même, Pierre Vadeboncœur (j'ai compris pourquoi il portait ce nom) pour la première fois. J'ai découvert sa profonde intégrité, son sens de la vraie justice et surtout cette humilité que son visage me cachait. Il m'a permis de le rencontrer. Ce grand Québécois m'a accordé son temps, et beaucoup de temps. Puis, en prime (je vivais des moments très difficiles), il m'a encouragé et soutenu. Et je n'ai pas pu le lui rendre par la suite (ou plutôt… si peu). M. Lévesque l'admirait beaucoup; ça, je le sais.

Je ne l'ai revu qu'à quelques rares reprises au Grand lac Nominingue. Le peuple québécois (et surtout les plus faibles) vient de perdre un de ses grands; j'ai perdu mon inspirateur.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le peuple québécois (et surtout les plus faibles) vient de perdre un de ses grands en Pierre Vadeboncœur; j'ai perdu mon inspirateur.

Et vous, tous les membres de sa famille, vous perdez un «papi», un «papa» et vous, madame, un mari, un conjoint, un ami; je sais bien qu'il n'y a pas d'âge ni de bon moment pour perdre son Vadeboncœur; aussi, Michelle et moi tenions à vous dire que nous comprenons et partageons votre douleur. Avec toute notre affection.

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (*redaction@ledevoir.com*) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Gérald Dallaire *(adjoint au directeur de l'information)*, Marie-Andrée Chouinard *(éditorialiste, responsable de la page Idées)*, Marco Bélair Cirino *(général)*, Jeanne Corriveau *(affaires municipales)*, Fabien Deglise *(consommation)*, Jean Dion *(sports)*, Louis-Gilles Francoeur *(environnement)*, Lisa-Marie Gervais *(éducation)*, Pauline Gravel *(sciences)*, Brian Myles *(justice et faits de société)*, Louise-Maude Rioux Soucy *(santé)*, Philippe Papineau *(pupitre)* ; **information politique** : Michel David *(chroniqueur)*, Hélène Buzzetti et Guillaume Bourgault-Côté *(correspondants parlementaires à Ottawa)*, Antoine Robitaille et Robert Dutrisac *(correspondants parlementaires à Québec)*, Alec Castonguay et Kathleen Lévesque *(reporter)* ; **information culturelle** : Michel Bélair *(théâtre et cahier Culture)*, Stéphane Baillargeon *(médias)*, Frédérique Doyon *(reporter)*, Caroline Montpetit *(livres)*, Isabelle Paré *(reporter)*, Odile Tremblay *(cinéma)*, Paul Bennett *(pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end)*, Julie Carpentier *(pupitre)* ; **information économique** : Gérard Bérubé *(adjoint au directeur de l'information)*, François Desjardins (reporter), Éric Desrosiers (reporter), Alexandre Shields (reporter), Dominique Reny (pupitre) ; **information internationale** : Serge Truffaut *(éditorialiste)*, Claude Lévesque *(reporter)*, Jean-Pierre Legault *(pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives)* ; Diane Précourt *(responsable des pages thématiques)* ; Jacques Grenier et Jacques Nadeau *(photographes)* ; Michel Garneau *(caricaturiste)* ; Andréanne Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet *(correctrices)* ; Paul Cauchon et Benoît Munger *(responsables du site Internet)*, Jean-Jacques Coulombe et Émilie Folie-Boivin *(commis Internet)* ; Amélie Gaudreau *(secrétaire à la rédaction)*; David Dumouchel et Étienne Plamondon-Émond *(commis à la rédaction)*. **DOCUMENTATION** Gilles Paré *(directeur)*, Manon Derome *(Montréal)*, Monique Bhérer *(Ottawa)*. **PUBLICITÉ** Sylvain Grimard *(directeur adjoint)*, Jean de Billy, Jennifer Boily-Demers, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Stéphanie Déziel, Véronique Langlois, Amélie Maltais, Maria M. Motta, Claire Paquet, Elyssa Porlier, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebaï *(publicitaires)*, Sylvie Laporte, Martine Bérubé *(secrétaire)*. **PRODUCTION** Christian Goulet *(directeur de production)*, Olivier Zuida *(directeur adjoint)*, Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaitis. **INFORMATIQUE** Yanick Martel *(administrateur Web)*, Hansel Matthews *(technicien informatique)*. **PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE** Sonia Chamberland (en remplacement de Caroline Simard) *(responsable service à la clientèle)*, Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois ; Jean-Robert Divers *(responsable promotion)*. **ADMINISTRATION** Stéphane Roger *(contrôleur)*, Olena Bilyakova *(responsable des services comptables)*, Claudette Béliveau *(adjointe administrative)*, Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Véronique Pagé, Monique Proteau.